



Le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, a sacrifié à nouveau à une tradition républicaine, le jeudi 12 avril 2018, en prononçant son discours sur la situation nationale devant les députés. Il a relevé en substance que le Burkina Faso est en marche vers le progrès, malgré les menaces terroristes et les difficultés socioéconomiques. «Mon message central devant vous ce matin est un message de confiance en l'avenir de notre peuple, car le Burkina nouveau est en marche. Le Burkina est en marche, car nous avons préservé et consolidé nos valeurs fondamentales, la liberté, la démocratie, la justice et approfondi l'Etat de droit et les droits humains ».

C'est par ces propos que le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, a entamé, le jeudi 12 avril 2018, son discours sur la situation de la nation devant les députés. Habitué à cet exercice constitutionnel depuis sa nomination en janvier 2016, il a justifié l'avancée du pays par la mise en œuvre d'une politique de lutte contre les inégalités et la corruption, consignée dans le Plan national de développement économique et social (PNDES). «Notre pays est sur la voie de l'émergence, car avec l'opérationnalisation du PNDES, le taux de croissance de l'économie nationale devrait s'amplifier en 2018, en 2019 et en 2020. Notre économie nationale qui affichait une performance de 6,7% en 2017, contre 5,9% en 2016 et 4% en 2015 a déjà renoué avec un taux de croissance au niveau du potentiel », a renchéri le chef du gouvernement pour qui, cette progression permettra sur la durée, de mettre fin à la pauvreté et d'élever «substantiellement» le niveau de vie des Burkinabè. Affirmant que le PNDES est une «boussole», une «espérance» et un «guide», le Premier ministre a insisté sur le fait que sa mise en œuvre réussie requiert une « constance » dans l'effort pour relever deux défis majeurs : la lutte contre le terrorisme et l'approfondissement de la cohésion sociale. Sa conviction est que le terrorisme, dont le Burkina est victime depuis 2015, est une « grave » menace à la sécurité nationale, qui commande une stratégie adaptée. La réponse du gouvernement à la question du terrorisme, à écouter M. Thiéba, repose sur deux piliers : une approche purement sécuritaire et une approche centrée sur la lutte contre la pauvreté. Le premier pilier relatif à la sécurité se traduit, d'après le coordonnateur en chef de l'action gouvernementale, par le renforcement des capacités opérationnelles et logistiques des Forces de défense et de sécurité (FDS). L'approche basée sur le combat contre la pauvreté, à le suivre, se résume à la capacité à couper les terroristes de leurs bases sociales. Il a évoqué, à ce titre, le lancement du Plan d'urgence pour le Sahel (PUS), doté d'un montant de 445 milliards de francs CFA.

La cohésion sociale mise à mal

L'ultime objectif de ce plan, a rappelé le patron de la Primature, est de lutter contre la pauvreté dans cette région du pays où les attaques terroristes sont légion et réduire considérablement la vulnérabilité des populations à l'extrémisme violent provoqué par les discours religieux radicaux.

Le deuxième défi auquel la mise en œuvre du PNDES est confrontée, foi de Paul Kaba Thiéba, est la mise à mal de la cohésion sociale par la multiplication des mouvements sociaux et des revendications salariales qui menacent « gravement » l'équilibre macroéconomique. Pour consolider la cohésion sociale dans ce contexte tendu, a-t-il dit, l'exécutif a créé le Haut conseil pour le dialogue social et procédé le 28 février 2018 au lancement de la conférence sur la réforme du système des rémunérations des agents de l'Etat. Contrairement aux « contrevérités », a laissé entendre le Premier ministre, cette dernière initiative vise d'abord à réduire le rythme d'évolution de la masse salariale, qui est passée de 332, 34 milliards de francs à 618 milliards de francs CFA en 2017. Ensuite, a-t-il ajouté, un autre objectif est de réconcilier les Burkinabè avec leur Fonction publique en rétablissant les fondements d'équité, de justice, de mérite et d'égalité. Il a regretté à ce propos la multiplication « effrénée » des statuts autonomes et autres fonds communs, sources de frustrations. « Tous ceux qui racontent autre chose sont des charlatans », a-t-il martelé, faisant allusion au bien-fondé du forum sur les rémunérations. Parfois taquin envers les adversaires politiques, le Premier ministre, qui a livré, sans grandes tournures, son grand oral pendant plus de quatre heures, n'a pas omis les actions menées dans tous les domaines en 2017 et celles en projection. En matière de sécurité, Paul Kaba Thiéba a fait référence, entre autres, à la construction ou à la réhabilitation d'une dizaine de commissariats de Police, de deux brigades de gendarmerie et du Camp de l'unité (rebaptisé Camp Sangoulé-Lamizana), au recrutement de 2655 agents, à l'organisation de 13 519 patrouilles dissuasives et 123 opérations de grande envergure dans les zones criminogènes. Les efforts de renforcement du système sécuritaire national devront se poursuivre en 2018, à en croire le Premier ministre, à travers diverses actions. Ce sont, parmi tant d'autres, la finalisation de la politique de sécurité nationale, le renforcement des capacités opérationnelles des FDS, celui du dispositif de répression de la cybercriminalité, et

l'intensification des patrouilles dissuasives.

Des réformes en vue dans l'armée

Au sujet de la défense nationale, l'hôte de l'Assemblée nationale a mentionné l'adoption du Plan stratégique 2018-2022 pour la réforme des Forces armées nationales et la loi de programmation militaire quinquennale d'un coût de plus de 725 milliards de F CFA en 2017. La réforme envisagée devra donner un nouveau visage à l'institution militaire, en termes d'opérationnalité et de professionnalisme. D'autres réalisations, telles que la levée du contingent militaire de 2017 et le recrutement de 100 élèves sapeurs-pompiers ainsi que la reprise du projet de construction des casernes militaires peuvent être citées. Dans le secteur de la santé, plus de 22 milliards de francs CFA ont été engagés pour des travaux de construction et de normalisation des infrastructures, dont l'unité d'imagerie médicale de l'hôpital du district de Bogodogo. Sans oublier l'amélioration de l'accessibilité aux produits de santé, actée par la résolution de la crise au sein de la Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques (CAMEG) et la poursuite de la mise en œuvre de la pharmacie hospitalière. La justice, pilier de la démocratie, a connu plusieurs réformes, à entendre le Premier ministre. Elles portent sur le renforcement de son indépendance et de son efficacité, l'amélioration de l'accès à la justice, la lutte contre la corruption dans le corps, la promotion du civisme et la protection des droits humains. Le secteur énergétique n'a pas été en reste en 2017. En attestent l'achèvement de la construction des centrales solaires photovoltaïques de 1,1 mégawatt à Ziga et de 33 mégawatts à Zagtouli, le démarrage des travaux de réalisation de mini-centrales solaires photovoltaïques avec stockage dans 14 Centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA) et la construction d'une centrale thermique de 7,5 mégawatts à Fada N'Gourma. « Notre objectif, c'est zéro délestage d'ici à 2019 », a lancé le Premier ministre à la Représentation nationale, provoquant quelques commentaires. Bref, tous les autres domaines, agriculture, médias, élevage, éducation, culture, etc., à suivre les explications du Premier ministre, ont connu de nombreuses avancées l'année dernière. Les efforts consentis, a-t-il insisté, vont se poursuivre en 2018, en vue de permettre au Burkina de sortir du sous-développement. « J'en appelle à l'engagement de tous à l'œuvre de construction nationale, afin d'ouvrir des fenêtres d'opportunités aux futures générations », a-t-il conclu. Au terme de son discours de 60 pages, le Premier ministre s'est prêté aux questions des députés des cinq groupes parlementaires, sous la conduite du président de l'Assemblée nationale, Alassane Bala Sakandé. Nous reviendrons sur les différentes préoccupations soulevées et les éléments de réponses apportés par Paul Kaba Thiéba dans notre prochaine édition.

Kader Patrick

KARANTAO

.....
.....

Côté □ **coulisses**

L'impertinent □ **Noufou Ouédraogo**

Le député Noufou Ouédraogo, bien connu dans le monde du football burkinabè, s'est illustré négativement lors du discours sur la situation de la nation du Premier ministre. Il s'est pratiquement comporté comme un perturbateur. Quand Paul Kaba Thiéba a abordé les questions de santé et d'eau potable, il l'a directement interpellé sur les dures réalités prévalant en la matière dans la région du Nord, son fief. Alors que la phase des questions-réponses consécutives au discours n'était pas encore ouverte. L'impatience de Noufou Ouédraogo a agacé certains collègues qui se sont offusqués. A tel point que le président de l'Assemblée nationale, Alassane Bala Sakandé, a dû donner de la voix pour le rappeler à l'ordre.

Hommage à □ **Salifou Diallo**

L'ombre de l'ancien président de l'Assemblée nationale, le défunt Salifou Diallo, a plané à l'hémicycle, comme quoi il est difficile d'oublier cet homme politique hors pair qui a marqué les esprits. A l'entame de son discours, le Premier ministre a rendu un hommage appuyé à celui que l'on surnommait « Gorba », arraché à l'affection du monde politique, le 19 août 2017 à Paris, des suites d'une courte maladie. « Salifou Diallo a été un exemple d'engagement constant pour la justice sociale, la liberté, la démocratie et la paix. Permettez-moi du haut de cette tribune de saluer sa mémoire », a déclaré Paul Kaba Thiéba. Il dit ne pas douter de la détermination de son successeur à poursuivre son combat.

Les bons points des députés

Le Premier ministre a salué la qualité du travail abattu par les députés, notamment l'institution de quatre commissions d'enquête sur des domaines d'importance : le foncier urbain, les mines, le système de santé et le système éducatif. Il a surtout rassuré ses vis-à-vis que le gouvernement s'attelle à la mise en œuvre des recommandations de ces enquêtes parlementaires. Sur le domaine du foncier urbain, Paul Kaba Thiéba a indiqué que son gouvernement a pris des mesures conservatoires telles que le maintien de la mesure de suspension des lotissements, qui devrait d'ailleurs être levée dans les prochaines semaines, à l'entendre. S'agissant de l'investigation sur les mines, il a fait mention de l'exécution de plus de 70% des recommandations. Pour le secteur de la santé et le système éducatif, le chef du gouvernement a affirmé que les recommandations ont été respectivement mises en œuvre à 82 et à 23,3%.

Rassemblées par K.P.K

Sidwaya